

EDUQUER

Victor Hugo ne disait-il pas : « *Ouvrez une école et vous fermerez une prison* » ?

La formule est devenue un lieu commun.

Elle n'en demeure pas moins une intuition puissante car la prévention du crime ne commence pas nécessairement dans les commissariats, les tribunaux ou les prisons.

Elle commence bien en amont.

Les solutions existent.

Elles sont sociales, éducatives, préventives et, lorsque cela est nécessaire, répressives.

Encore faut-il accepter de les penser ensemble.

Prévenir plutôt que déplacer

C'est à se demander si le fait de laisser certaines populations se concentrer dans des zones de non-droit relève seulement de l'impuissance ou si, à certains moments, il ne devient pas un choix politique.

L'actualité nous montre que, pendant l'insurrection des Gilets jaunes et les grands mouvements sociaux, certains territoires sont demeurés relativement discrets et calmes, la police étant mobilisée ailleurs.

Les trafics, eux, pouvaient prospérer.

Je ne partage pas, pour autant, l'analyse de certains commentateurs qui réduisent la question criminelle à la protection des intérêts bourgeois ou à la construction d'un État policier à la Orwell.

Une telle lecture me paraît trop réductrice.

La question est plus complexe.

La répression seule ne suffit pas.

Car ce type de délinquance, lorsqu'il est combattu sans que soient traitées les causes sociales, économiques et territoriales qui le rendent possible, peut se déplacer vers d'autres espaces.

On déplace alors le problème plus qu'on ne le résout.

Sauf à vouloir construire progressivement une société sécuritaire, à l'image de certains modèles où la surveillance, la technologie et le contrôle social occupent une place considérable.

Mais je ne crois pas davantage à cette autre illusion : celle d'une société dans laquelle toute criminalité pourrait être éradiquée par la seule vertu de la prévention.

L'homme est plus compliqué.

Sapiens est plus compliqué.

Et c'est précisément pour cette raison qu'il faut croiser les regards.

Pour relativiser notre propre époque, relisons BALZAC et le prurit sécuritaire de son temps, lui qui décrivait déjà une société traversée par la délinquance, la peur, la misère, l'ambition et les mécanismes sociaux qui fabriquent autant qu'ils répriment.

Et, comme nous y invite ARAGON « *Il nous reste du moins cet amer plaisir-là, vitupérer l'époque.* »

Mais vitupérer ne suffit pas.

Il faut comprendre.

La délinquance sexuelle, il faut prévenir l'irréparable

Pour les infractions sexuelles, la question est encore plus complexe, tant dans leur caractérisation pénale que dans leur dimension psychologique et sociologique.

Je pense notamment à une personne qui avait violé ses deux enfants pendant plusieurs années consécutives et qui, finalement, s'était retrouvée totalement désocialisée, seule, isolée de la société et de ses propres repères.

Cette personne fut accessible aux soins.

Elle a pu trouver en elle-même les ressources nécessaires à une véritable rémission de ses conduites pédophiles, avec l'aide d'un dispositif institutionnel associant suivi socio-judiciaire, injonction de soins et accompagnement thérapeutique, dont elle n'avait pas bénéficié auparavant.

La cour d'assises de Côte-d'Or, en son temps, avait compris cette dimension.

Cela mérite d'être souligné.

Tout n'est pas standardisé.

Tout n'est pas manichéen.

Chaque délinquant sexuel n'est pas un Émile LOUIS ou un FOURNIRET.

La réalité criminologique ne peut pas se réduire aux figures les plus monstrueuses qui occupent légitimement la mémoire collective.

Il existe des parcours différents, des personnalités différentes, des mécanismes différents et des possibilités différentes d'évolution.

Cela ne diminue évidemment en rien la gravité des actes ni la souffrance des victimes.

Mais cela oblige à penser la prévention.

Il est triste de constater que nous observons trop souvent les individus une fois le passage à l'acte accompli, alors que certaines solutions préventives auraient pu être envisagées bien en amont.

Nous intervenons lorsque le dommage est déjà réalisé.

Nous soignons parfois après avoir échoué à prévenir.

Nous enfermons après avoir laissé s'installer certaines situations.

Et nous nous interrogeons sur les causes une fois que les conséquences sont devenues irréversibles.

L'agir criminel paraît essentiellement conditionné par la personnalité et par la sociologie.

Très rarement par un déterminisme biologique absolu, même si la faiblesse du surmoi fait ressurgir, inconsciemment, le vieux fantasme d'un déterminisme génétique enfoui dans *Sapiens* et jusque dans l'histoire de nos ancêtres préhumains.

Au risque de me redire, bien qu'il existe des constantes, des classifications et des typologies, on peut s'autoriser à penser que chaque cas demeure singulier.

Du moins est-ce ainsi que je le comprends, modestement, à la pâle lueur de mon activité.

Une criminologie qui accepte le doute

L'agir criminel passe nécessairement par l'interdisciplinarité des acteurs institutionnels.

Alors pourquoi ne pas instaurer, en criminologie comme dans le monde professionnel, une véritable culture du débat ?

Pourquoi rechercher absolument une vision unique de la compréhension de l'acte criminel ?

La vision unique ne relève pas véritablement de la criminologie dès lors qu'elle renonce à sa dimension transdisciplinaire et interdisciplinaire.

Unique implique souvent dogmatisme et certitude.

Or nous sommes dans une matière qui se prête mal aux certitudes.

Nietzsche écrivait : « *C'est la certitude qui rend fou.* »

Les pensées totalitaires se nourrissent précisément de certitudes.

Elles ne supportent plus la contradiction.

Elles ne dialoguent plus, elles affirment.

Elles ne recherchent plus, elles démontrent.

Elles ne doutent plus, elles condamnent.

C'est ce qui me paraît inquiétant dans certaines conceptions médiatiques de la criminologie, lorsqu'elles réduisent la compréhension du phénomène criminel à une grille essentiellement sécuritaire.

Certains chroniqueurs se présentant comme criminologues interviennent régulièrement sur les chaînes d'information continue avec une vision particulièrement étroite de la question criminelle.

Le problème n'est pas qu'ils parlent.

Le débat démocratique suppose précisément que chacun puisse parler.

Le problème apparaît lorsque le débat disparaît.

Lorsqu'il n'y a plus de contradicteur.

Lorsqu'une même vision finit par occuper tout l'espace médiatique.

Lorsqu'une science humaine se transforme en certitude télévisuelle.

Le risque est alors de voir se développer un véritable marché de la peur : sécurité, biométrie, surveillance, technologies de contrôle, armement, prévention prédictive.

Le crime devient une matière première.

La peur, un produit.

Le suspect, une catégorie statistique.

Et *Sapiens*, un ensemble de données à surveiller.

Sept milliards de suspects.

Et un vaste marché.

Quand la sécurité devient une doctrine

Ouvrir le débat sur la diplomatie, la stratégie militaire, les armes de maintien de l'ordre ou les technologies de surveillance peut évidemment être légitime.

Mais cela ne constitue pas, à lui seul, une criminologie.

À force d'élargir son objet, on finit par le perdre.

La criminologie devrait demeurer attachée à ce qui la fonde : la connaissance du crime, de ses causes, de ses auteurs, de ses victimes, de son traitement et des réactions sociales qu'il suscite.

Elle appartient aux sciences humaines.

Elle ne saurait devenir une simple annexe des sciences de la guerre ou de la sécurité.

Le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales l'a d'ailleurs formulé de manière particulièrement claire :« *Cette mention délirante de la criminologie comme sous-ensemble particulier des sciences de la guerre achève de convaincre, avant même tout débat, que l'entreprise n'a aucun rapport avec la connaissance du crime, son traitement et les réactions sociales qu'il suscite ou appelle ; sauf à considérer que la moindre infraction [...] est partie d'un ensemble plus vaste, celui du terrorisme international.* »

Cette remarque résume assez bien le danger d'une criminologie qui finirait par ne plus voir dans toute déviance qu'une menace à neutraliser.

L'absentéisme scolaire deviendrait alors le premier étage d'une trajectoire terroriste.

La petite délinquance, une menace sécuritaire.

La marginalité, un risque.

Et l'individu, un suspect potentiel.

Nous sommes alors très loin de la compréhension.

Nous sommes dans la catégorisation.

Eduquer pour prévenir

Le meilleur moyen de desservir la bêtise reste peut-être encore l'éducation.

Promouvoir l'émancipation par le savoir et la connaissance.

Vision certes utopique, mais née des Lumières, même si celles-ci se sont quelque peu assombries.

Pourquoi ne pas intégrer davantage les sciences de la psychopédagogie dans la réflexion criminologique ?

PIAGET.

WALLON.

Et tous ceux qui ont pensé l'enfant comme un sujet en construction, et non comme un adulte miniature qu'il faudrait simplement discipliner.

Prévenir, c'est aussi éduquer.

C'est apprendre la contradiction.

À penser.

À parler.

À comprendre l'autre.

À supporter la frustration.

À vivre avec la différence.

À résoudre un conflit autrement que par la violence.

L'éducation n'est donc pas seulement la transmission de connaissances.

Elle participe à la construction du sujet.

Et c'est précisément là que la criminologie pourrait trouver un espace considérable de prévention.

J'adhère ainsi à la conception d'une criminologie qui ne serait pas un sous-ensemble des sciences de la guerre, mais une discipline ouverte, traversée par la sociologie, la psychologie, la psychiatrie, le droit, la philosophie, la pédagogie et toutes les sciences susceptibles d'éclairer le phénomène criminel.

L'homme n'est jamais réductible à une seule discipline.

Pourquoi son crime le serait-il ?

Claude BALIER et la clinique du réel

Prenons le cas du docteur Claude BALIER, dont le travail remarquable en milieu carcéral nous permet de pénétrer la psyché des criminels avec un pragmatisme nourri de connaissances psychiatriques et psychanalytiques.

Son travail rappelle une évidence : on ne comprend pas le crime depuis une seule fenêtre.

Il faut entrer dans la clinique.

Écouter.

Observer.

Rencontrer.

Douter.

Et parfois accepter de ne pas savoir.

Même si je cultive l'ambiguïté dans cet ouvrage, le déterminisme ne gouverne plus exclusivement notre réflexion.

L'homme, dans sa complexité, y occupe une place centrale.

Sans indulgence.

Sans concession.

Mais avec la volonté de comprendre et, lorsque cela est possible, d'aider.

Les thèses exclusivement sécuritaires trouvent peu de place dans cette approche.

Elles risquent de produire autre chose qu'une compréhension du crime : un marché de la paranoïa et des peurs collectives.

La peur devient alors un moteur économique.

On vend de la surveillance.

On vend de la technologie.

On vend de la sécurité.

Et, parfois, on finit par vendre l'idée que tout le monde est potentiellement dangereux.

Sept milliards de suspects.

Et un marché considérable.

C'est aussi cela qui doit nous interroger.

Rompre l'isolement

Face aux réalités criminelles, je faisais autrefois l'aveu d'impuissance dans la solitude de l'exercice de mon métier d'avocat.

Quelle chance, alors, de pouvoir rompre cet isolement par les échanges avec les professionnels de la criminologie, de la psychiatrie, de la psychologie et du monde pénitentiaire.

Peu importe le risque de paraître iconoclaste dans sa propre chapelle.

Il faut sortir de sa chapelle.

Découvrir ce qu'il y a derrière le miroir.

Et tenter de rester en connexion avec le réel.

C'est dans cet état d'esprit que j'ai demandé, en tant qu'observateur, à participer à un stage de citoyenneté et à visiter les ateliers d'un centre pénitentiaire.

Ainsi, je dialogue avec tous.

Les surveillants.

Les éducateurs.

Les psychologues.

Les policiers.

Les magistrats.

Les professeurs.

Les professionnels de santé.

Chacun possède une parcelle du réel.

Aucun ne le possède tout entier.

C'est précisément cette diversité qui m'intéresse.

Elle permet d'avoir une vision incarnée des peines, de la prison et du devenir des personnes condamnées.

Quel dommage que certaines professions soient parfois culturellement fermées par leur formation, leur logique institutionnelle, leur corporatisme ou simplement par l'ego collectif qui peut les animer.

On oublie alors une chose essentielle, c'est le fait que les criminels font vivre nos professions.

Le moins que nous leurs devons est donc de réfléchir.

Et de raisonner.

Sortir des castes

Le débat sur la criminologie, comme dans tant d'autres domaines, appartient pleinement à la culture et à la pensée.

L'université, par son éclectisme, nous incite à la discussion.

L'éventail des enseignements ouvre un véritable champ de recherches et de débats.

La criminologie peut alors se situer au cœur du débat universitaire, enrichie des nécessaires transversalités avec les professionnels et les cliniciens.

Il faut sortir des coteries.

Sortir des castes.

Sortir des chapelles.

Ce n'est pas toujours facile.

C'est même, en ces temps obscurs, une tâche digne de Sisyphe.

Mais il faut recommencer.

Toujours.

Cela s'appelle résister.

Dans une démocratie, le débat est essentiel dans tous les domaines de la vie.

La vision unique, c'est encore la pensée unique.

Et la pensée unique finit toujours par se croire propriétaire de la vérité.

Pour comprendre, ne faut-il pas d'abord penser ?

Et pour penser, ne faut-il pas échanger ?

Les Grecs n'avaient qu'un mot pour dire la raison et la parole : *logos*.

La parole qui pense.

La pensée qui se dit.

Le débat n'est donc pas seulement une culture.

C'est vivre la culture.

Le débat est l'âme d'une civilisation.

L'agora n'était-elle pas précisément le lieu où la cité se parlait à elle-même ?

Agir avant de condamner

« Place au débat, place à la réflexion et à la raison, place à l'éducation. »

Jean PIAGET écrivait : « *L'intelligence, ce n'est pas ce que l'on sait, mais ce que l'on fait quand on ne sait pas.* »

Cette phrase me paraît particulièrement adaptée à la criminologie.

Car nous savons finalement peu de choses.

Nous classons.

Nous observons.

Nous comparons.

Nous formulons des hypothèses.

Mais nous ne détenons jamais totalement la vérité sur l'homme.

Les pédagogues, les piagétien, privilégient l'action avant le verbe.

Cela ne signifie pas pour autant que l'action ne soit pas guidée par la raison.

Au contraire.

Elle procède de l'expérience, de l'observation, de l'échange.

Les points de vue font appel à la parole.

La parole circule.

Elle vit.

Elle incarne la pensée.

Les Grecs anciens n'avaient qu'un seul mot : *logos* (la parole et la pensée) .

C'est pourquoi l'éclectisme des points de vue est salutaire à la raison.

Il nous oblige à sortir de nous-mêmes.

À écouter celui qui n'est pas d'accord.

À confronter nos certitudes.

À accepter de modifier parfois notre regard.

Comment en serait-il autrement lorsqu'il s'agit du phénomène criminel ?

Le crime est humain.

Sa compréhension doit donc être humaine.

Elle doit accepter la complexité, l'incertitude et la contradiction.

Elle doit croiser les disciplines plutôt que les enfermer dans des territoires rivaux.

Elle doit prévenir lorsque cela est possible.

Soigner lorsque cela est possible.

Protéger lorsque cela est nécessaire.

Réprimer lorsque cela est indispensable.

Mais toujours comprendre.

Car éduquer *Sapiens*, c'est peut-être finalement tenter de prévenir ce qu'il y a de plus sombre en lui.

Et si l'on ne peut jamais supprimer le crime, on peut au moins essayer de réduire les conditions qui le rendent possible.

C'est une ambition moins spectaculaire que la répression.

Elle est aussi beaucoup plus difficile.

Mais elle commence par une chose très simple : éduquer.